

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 43 (2016)
Heft: 3

Artikel: L'aide suisse au développement sous pression
Autor: Lettau, Marc
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911765>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'aide suisse au développement sous pression

La Suisse est un pays actif en matière d'aide au développement, mais elle est à l'aube d'une prise de décision majeure. Cet été, le Parlement pourrait réduire les ressources consacrées à l'aide au développement. La question est de savoir de combien.

MARC LETTAU

Dans le monde entier, la croix suisse est aussi un symbole de la grande solidarité d'un petit pays dans un monde caractérisé par des écarts considérables. Que ce soit au Bénin, au Bangladesh, au Mozambique ou dans le bassin du Mékong, au Niger ou au Népal, la Suisse mène actuellement une action directe dans 20 régions frappées par la pauvreté. Elle y renforce les systèmes de santé, contribue au développement des infrastructures de distribution de l'eau et participe au renforcement du système éducatif – parce que, bien souvent, seule l'éducation permet de sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Cet engagement contribue à déterminer l'image que la Suisse a d'elle-même.

Mais l'aide au développement est sous pression. En début d'année encore, le ministre des Affaires étrangères Didier Burkhalter (PLR) a déclaré avec fougue que la Suisse resterait fidèle à «sa tradition humanitaire de longue date» et continuerait de lutter contre la pauvreté, la faim et les inégalités. Ne serait-ce que parce que le développement est préférable à la migration. Pourtant,

le Conseil fédéral se voit aujourd'hui contraint de réagir en priorité aux besoins des caisses fédérales plutôt qu'à la misère du monde. L'objectif est de réduire le budget de l'Etat suisse d'environ un milliard de francs par an pour 2017–2019. La collaboration internationale fait partie des domaines où les réductions seront particulièrement importantes.

Bien loin des directives de l'ONU

Même si le gouvernement, dans ses prises de position relatives à la collaboration internationale, met actuellement en avant des concepts tels que le «développement» et le «renforcement», il propose au final de réduire l'aide publique au développement de la Suisse à environ 0,48 % du produit intérieur brut (PIB). Ce taux est inférieur à l'objectif annoncé par le gouvernement lui-même, à savoir 0,50 %, et s'éloigne plus encore des directives de l'ONU, qui recommandent que les pays industrialisés consacrent au moins 0,70 % de leur PIB à l'aide, faute de quoi il sera tout simplement impos-

sible d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de développement.

Depuis l'annonce par le Conseil fédéral de son intention de réduire le budget consacré à la solidarité avec les pays du Sud, la dynamique de l'épargne s'est encore accentuée. Fin mars, la commission des finances du Conseil national a exigé ce que l'on pourrait appeler une «coupe claire» dans ce budget: selon elle, il faudrait réduire directement de 20 % l'aide au développement de la Suisse. Le Parlement prendra probablement sa décision au cours de la session d'été à venir.

Une réduction de 20 % irait bien au-delà de la proposition du Conseil fédéral. Et pourtant, c'est bien moins que les chiffres avancés par la droite au Parlement, dont les dernières élections ont renforcé la présence. Selon les arguments avancés par le conseiller national de Zoug Thomas Aeschi (UDC): «Nous ne pouvons plus nous permettre de consacrer de telles sommes à l'aide au développement. À moins de procéder à des réductions importantes dans d'autres domaines, ce que nous ne souhaitons pas. L'avis de Thomas Aeschi pèse lourd dans la balance: ce Zougois, candidat de l'UDC au Conseil fédéral en 2015, est considéré comme l'un des experts financiers de son parti. Lequel parti voudrait réduire le budget de l'aide de 40 %, abaissant ainsi l'aide publique au développement de la Suisse à 0,3 % du PIB. Cela reviendrait à un «démantèlement complet» de l'aide suisse au développement, selon Thomas Greninger, directeur adjoint de la Direction pour le développement et la coopération.

Le débat persistant concernant l'aide au développement ne s'aligne pourtant pas strictement sur une démarcation gauche-droite. La spécialiste

La pression pèse surtout sur l'aide au développement classique

L'aide internationale de la Suisse englobe quatre domaines. Le plus important de ces domaines est la collaboration et l'aide financière au profit des pays en développement. Entre 2013 et 2016, 6,9 milliards de francs ont été consacrés à ce domaine, dont 4,1 milliards à l'aide bilatérale classique de la Suisse en faveur des pays en développement. Si le Parlement réduit l'aide au développement, c'est surtout cette aide bilatérale qui en souffrira. Le deuxième pilier de l'aide internationale de la Suisse par ordre d'importance est l'aide humanitaire. Cette aide d'urgence accordée dans les situations de catastrophe humanitaire n'est pas réellement contestée. Jusqu'à présent, la Suisse a souvent organisé son aide d'urgence (à court terme) et son aide au développement (à long terme) dans les mêmes zones de crise, deux formes d'aide qui se complétaient mutuellement. Par ailleurs, la Suisse classe parmi la coopération au développement les dépenses consacrées aux mesures de politique économique et commerciale, le soutien aux pays d'Europe orientale ainsi que les mesures de promotion de la paix.

MUL

bourgeoise de politique étrangère Doris Fiala (PLR), par exemple, considère qu'il ne serait pas raisonnable de rogner sur l'aide au développement au beau milieu de la crise des réfugiés, alors que tous les acteurs concernés ont besoin d'une aide renforcée sur place. Elle estime que ceux qui, comme elle, ont vu la misère de leurs propres yeux, parlent «différemment» de ce sujet. La position de Fiala indique clairement que, malgré la pression à l'économie, le Parlement ne peut guère se permettre de définir l'avenir de l'aide au développement sur la base de seuls critères financiers.

«Signal d'alarme» des organisations d'aide au développement

Les organisations d'aide parlent d'une véritable «attaque contre l'aide au développement». Alliance Sud, l'organisation faîtière des grandes organisations

En début d'année, le ministre des Affaires étrangères Didier Burkhalter a plaidé avec fougue pour la lutte contre la faim et la pauvreté.

Photo Keystone

suisses d'aide au développement, a lancé en urgence la semaine dernière un «signal d'alarme», une pétition nationale visant à démontrer que la société civile soutient l'aide au développement de la Suisse. Alliance Sud estime qu'en raison de la situation mondiale, une grande partie de la société civile n'est pas favorable à une réduction de l'aide, mais au contraire à son renforcement jusqu'au niveau proposé par l'ONU. Comme l'affirme son directeur Mark Herkenrath: «Pour beaucoup, il est inadmissible que l'un des pays les plus riches du monde souhaite faire des économies sur le dos des plus pauvres.»

Herkenrath rappelle par ailleurs une situation qui dérange depuis longtemps les organisations d'aide: selon lui, l'aide au développement de la Suisse est en fait nettement inférieure à ce qui est annoncé sur papier. Cette critique repose sur le fait que la Suisse comptabi-

lise les coûts élevés du système d'asile, encourus en Suisse même, dans les dépenses d'aide au développement. Cette approche est «parfaitement absurde» et dommageable au final, explique Herkenrath: «La Suisse devient ainsi elle-même la plus grande bénéficiaire de ce que l'on considère comme de l'aide publique au développement à l'échelon international.» Et puisque les coûts du système d'asile vont probablement rester élevés, la pression sur l'aide clas- sique ne va donc faire qu'augmenter.

Si le Parlement suit la proposition de la commission des finances du Conseil national, l'expert en aide au dé- veloppement Herkenrath s'attend à ce que la Suisse doive renoncer à environ un tiers des projets de développement à long terme qu'elle mène actuellement.

MARC LETTAU EST RÉDACTEUR
À LA «REVUE SUISSE»

